

La crise de la chaise vide par Georges Levhat (RTL, 30 juin 1965)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

La crise de la chaise vide / Georges Levhat.- Paris: RTL [Prod.], 30.06.1965. RTL, Paris. - SON (00:02:41, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_crise_de_la_chaise_vide_par_georges_levhat_rtl_30_juin_1965-fr-29e5f990-45d2-4ebd-add1-0e53abde7c74.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

La crise de la chaise vide par Georges Levhat (RTL, 30 juin 1965)

[Journaliste] Bruxelles, reprise du marathon européen cet après-midi. En principe, c'est à minuit, en ce dernier jour de juin, que les ministres doivent décider du financement de l'Europe agricole. Alors, pour faire le point, j'appelle notre envoyé spécial à Bruxelles, Georges Levhat. Où en est-on, Georges Levhat ?

[Georges Levhat] Il n'y a pas une heure, un délégué français m'a déclaré : « Tous les éléments d'un accord existent, il suffit de les réunir. Mais la question est : veut-on un accord ? » Voilà la température de la fameuse salle « Europe » du Palais des Congrès et vous voyez tout de suite qu'elle se situe à plusieurs degrés au-dessous de celle qui règne à l'extérieur.

[Journaliste] Se pourrait-il qu'il n'y ait pas d'accord signé cette nuit ?

[Georges Levhat] Ça se peut aussi, c'est une éventualité qu'il ne faut pas écarter parce qu'il y a deux positions fondamentalement opposées. Les Français disent : « Nous sommes ici pour obtenir un accord financier inconditionnel qui découle de celui que nous avons signé tous les Six le 14 janvier 1962 ». De leur côté, les Italiens disent : « Il est impossible de s'engager aujourd'hui sur ce qui va se passer quand tous les produits agricoles auront des prix européens et quand ils pourront circuler librement dans toute l'Europe. Donc, bloquons les choses au niveau actuel pendant un an et utilisons cette année à finir de construire l'Europe verte. Dans un an, nous pourrions alors nous engager en connaissance de cause ». Ajoutez à cela les conditions politiques mises par les Hollandais à tout accord, la volonté des Allemands d'accélérer le Marché commun industriel, pas l'agricole, la jungle des Belges qui sont toujours sans gouvernement et vous comprendrez que la situation est loin d'être claire.

[Journaliste] Alors, dans quelle atmosphère vont reprendre les négociations ? Peut-on parler de crise ?

[Georges Levhat] Non, on ne peut pas parler de crise, car tout ceci se passe dans un climat très détendu et le déjeuner offert hier matin par monsieur Pisani à ses collègues et aux dirigeants de la Commission européenne, messieurs Hallstein et Mansholt, a été très cordial, très amical même. Le ministre italien, monsieur Ferrari Aggradi, lui a même dit : « Vous avez présidé deux fois le Conseil des ministres de l'agriculture et il n'y a jamais deux sans trois », ce qui, au passage, supposerait que monsieur Pisani soit encore ministre de l'Agriculture française en janvier 1968. À la vérité, tout en défendant ses propres positions, personne ne désire un échec et chacun explore les voies des compromis possibles. La France elle-même, qui sait que les positions doctrinales italiennes sont dictées par des considérations strictement financières, est prête à accorder certaines facilités à l'Italie pour que celle-ci ait une facture moins lourde à payer. Enfin, sur le plan politique, le Luxembourg essaye de trouver une formule qui permette de donner satisfaction à la fois à la France et aux Pays-Bas sur l'épineuse question des pouvoirs du Parlement européen.

[Journaliste] Voilà donc où nous en sommes ce midi à Bruxelles. Laissons maintenant les négociations se poursuivre. Nous rappellerons Georges Levhat ce soir pour faire le point.